

**Conseil économique et social**

Distr. générale
6 octobre 2006
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2007
22 janvier-2 février 2007

**Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association internationale des mouvements familiaux de formation rurale	2
2. Centre for Women, the Earth, the Divine	5
3. Comité consultatif mondial des amis (CCMA)	9
4. Indonesian National Council on Social Welfare	14
5. International Health Awareness Network	17

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Association internationale des mouvements familiaux de formation rurale

(Statut consultatif spécial depuis 1998)

I. Introduction

i) Buts et objectifs de l'organisation

Après l'Assemblée générale mondiale, qui s'est tenue le jeudi 5 mai 2005 à Foz do Iguaçu (Paraná) au Brésil, la liste des membres du nouveau Conseil d'administration de l'AIMFR a été communiquée, le 18 juillet 2005, au Bureau des associations de la préfecture de police de Paris, qui confirme en avoir reçu réception, le 26 juillet 2005. L'AIMFR est une association étrangère autorisée par le Ministère de l'intérieur, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations. Elle représente 1 200 centres de formation rurale situés dans plus de 40 pays sur les cinq continents.

La méthode de formation associe expérience de la vie et formation en centre d'éducation : « La vie apprend plus que l'école! ». Cette méthode, orientée spécifiquement vers le monde rural, propose des formations aux niveaux secondaire, supérieur et universitaire. En général, après deux semaines de travail en milieu rural, on passe deux semaines dans le centre de formation, quel que soit le niveau et le métier choisis : agriculture, bâtiment, commerce, électronique, horticulture, hôtellerie, mécanique, menuiserie, tourisme en milieu rural, travail social, etc. Chaque centre de formation rurale dispose d'une structure juridique qui doit être reconnue par le gouvernement du pays où il est implanté. Sa gestion financière et pédagogique est sous la responsabilité des familles ayant des jeunes en formation.

L'AIMFR rassemble, au niveau international, toutes les instances nationales regroupant les initiatives dans chaque pays, ce qui fait d'elle la structure démocratique de tous les regroupements nationaux qui l'ont créée juridiquement.

Depuis l'Assemblée générale de 2000 et le rapport quadriennal 1999-2002, on ne signale aucun changement significatif au niveau de la structure internationale, excepté une importante évolution des centres de formation rurale qui sont passés par exemple au Brésil de 217 à 240; au Guatemala, de 26 à 36; au Pérou, de 7 à 12; au Mozambique, à 7.

II. Contribution de l'organisation au travail de l'ONU

De 2002 à 2005, tant à New York qu'à Rome, malgré des possibilités financières limitées, l'AIMFR s'est efforcée d'accroître sa participation aux différentes initiatives de l'ONU et de manifester sa présence au moins une fois par an. Elle a fait tout son possible pour participer à deux réunions des institutions spécialisées de l'ONU à New York (comme le mentionne la section relative à la coopération avec cette organisation), l'objectif principal étant d'établir des contacts, aussi bien avec les représentants officiels des États Membres qu'avec ceux des organisations non gouvernementales. Chaque manifestation permet de remporter bon nombre de publications des services de l'ONU.

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social, aux conférences et aux autres réunions de l'ONU

L'AIMFR a surtout participé concrètement aux différents débats et exposés présentés par les experts et représentants des États Membres, lu les documents disponibles et écouté les interventions d'autres membres d'organisations non gouvernementales.

1. Le représentant de l'AIMFR a participé aux travaux de la Commission du développement durable, qui ont eu lieu du 28 janvier au 8 février 2002, à New York. L'Association s'intéresse au thème, pertinent compte tenu de son objectif spécifique, de la formation fonctionnelle des jeunes. Les connaissances pédagogiques que tire un jeune adulte du travail quotidien dans son milieu, des échanges qui peuvent en découler et de l'approfondissement obtenu durant la période de formation formelle lui offrent une méthodologie exceptionnelle. À cet égard, notre représentant a eu des contacts avec des membres du Conseil économique et social, notamment les représentants du Cameroun, du Chili, de Cuba, de l'Espagne et de l'Uruguay et les a informés de notre expérience.

2. La session de la Commission du développement social a eu lieu à New York, du 10 au 21 février 2003. Notre représentant, qui se trouvait sur place, du 7 au 11 février 2003, a participé à quelques séances de travail. Comme pour les autres sessions, il a pu rassembler un nombre important de documents et acquérir des publications récentes à la librairie des Nations Unies. En effet, l'Association a réuni à Paris et à Bruxelles une importante bibliothèque actualisée sur les différents thèmes des Nations Unies, se référant plus spécialement à l'évolution mondiale dans le secteur économique et social. Les études sur les programmes et les plans futurs des Nations Unies revêtent également un grand intérêt pour elle.

3. Comme l'année précédente, son représentant a assisté à la quarante-deuxième session de la Commission du développement social à New York, du 4 au 13 février 2004. Sa participation à différentes séances lui a permis de connaître le point de vue de plusieurs pays membres du Conseil économique et social. Durant cette session, il a eu l'occasion de rencontrer des représentants des pays avec lesquels travaille l'AIMFR, notamment l'Argentine, la France, les Philippines et le Portugal. Il les a informés de la présence de l'Association et leur a demandé comment ils concevaient leur action.

4. En 2005, le représentant a assisté, du 7 au 9 septembre, à New York, à la cinquante-huitième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales. Il a remporté à cette occasion un nombre important de publications des services de l'ONU telles que *La situation dans le monde – 2004*, *L'évolution du monde en relation avec les familles* et un dossier intéressant sur la préparation de « L'Année internationale du microcrédit ».

ii) Coopération avec l'ONU

L'Association a participé, pendant la période quadriennale :

1. Aux réunions du Conseil exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du 19 au 22 janvier 2004, à New York;

2. À la réunion commune, le 25 janvier 2004, à New York, du Conseil exécutif du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population;

3. À la réunion à Rome du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du 13 au 17 mai 2002, du 23 au 28 juin 2003, du 26 au 28 novembre 2003; du 22 au 27 novembre 2004; du 16 au 18 novembre et du 28 novembre 2005.

L'AIMFR a participé aux manifestations précitées, tout comme aux réunions du PNUD. Nous avons établi d'importants contacts, tant avec des experts et des représentants de pays membres qu'avec d'autres organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de la FAO. Toutes ces réunions, en coopération avec l'ONU, sont très intéressantes pour l'AIMFR et essentielles au niveau de l'information et de la documentation. Comme pour le Conseil économique et social, la réunion de la FAO nous a permis de rapporter un nombre important de documents et de publications et de les intégrer dans nos travaux. C'est dans notre bulletin *Lettre de l'AIMFR* que nous évoquons la participation de notre organisation à ces manifestations.

iii) Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'AIMFR a également participé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement, qui a eu lieu à New York, du 14 au 16 septembre 2005, et a vivement apprécié les diverses conférences qui ont été organisées à cette occasion.

Pour conclure, nous réaffirmons une fois de plus l'importance des initiatives des organismes de l'ONU, qui restent pour tous nos membres une importante source d'information et de documentation, dans les différents pays où l'AIMFR est présente.

2. Centre for Women, the Earth, the Divine

(Statut consultatif spécial accordé en 1998)

I. Introduction

Le Centre for Women, the Earth, the Divine s'emploie à explorer les ressemblances qui existent entre la représentation et le traitement des femmes et de la Terre, ainsi que la façon dont nos représentations du divin sont liées à ces ressemblances. Nous avons commencé par explorer ces liens dans le contexte de notre propre tradition chrétienne. Tout en poursuivant cette démarche, nous avons également établi des contacts avec d'autres traditions, notamment bouddhiste, Goddess, hindoue, autochtone, juive et musulmane. Nous faisons connaître nos travaux par des conférences, des ateliers, des retraites et des publications, notamment des livres, des articles et un bulletin périodique *Weaving the Connections*. Même si notre objectif immédiat est éducatif, nous sommes soucieux à long terme de préserver la Terre.

II. Contribution de l'organisation à l'activité de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et aux réunions organisées par l'Organisation des Nations Unies

- En préparation au Sommet mondial pour le développement durable, les représentants du Centre ont participé à la deuxième session du Comité préparatoire, qui s'est tenue du 4 au 8 février 2002 à l'ONU, à New York. Non seulement ils ont assisté aux sessions gouvernementales et manifestations parallèles prévues durant la semaine, mais ils ont organisé le premier jour une table ronde sur le thème « Valeurs terriennes et stratégies destinées à sauver la Terre ». S'appuyant sur le rapport du Secrétaire général et sur des rapports régionaux en tant que documents de référence, les intervenants, qui représentaient les cinq régions des Nations Unies, ont évoqué les valeurs particulières à leurs régions individuelles.
- Les représentants du Centre ont assisté à la troisième session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenue du 25 mars au 4 avril 2002 à l'ONU, à New York. Ils ont participé aux sessions gouvernementales officielles, diffusé l'énoncé de la mission de l'organisation Earth Value Caucus, usé de leur influence pour faire intégrer leur contribution à la déclaration du Président et distribué le document sur le *Code de conduite pour la Terre* à de nombreux participants, membres de gouvernements et autres, notamment au Président Salim. Ils ont également parrainé ou coparrainé trois manifestations, à savoir la préservation de la Charte de la Terre par des ambassadeurs, une séance vidéo sur l'économie durable et une table ronde sur la façon de changer la culture d'entreprise au niveau mondial.
- Du 27 mai au 7 juin 2002, le Président du Centre a participé à la quatrième session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Bali (Indonésie).

- Du 26 août au 4 septembre 2002, des représentants du Centre ont participé au Sommet mondial pour le développement mondial à Johannesburg, et parrainé ou coparrainé trois manifestations parallèles, notamment sur l'établissement de liens entre le proxénétisme et les valeurs terriennes.
- Le Centre s'est efforcé d'appliquer et d'évaluer le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, Action 21 et le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, qui étaient au centre des onzième, douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable. À la onzième session, qui s'est tenue à New York du 26 avril au 9 mai 2003, le Président a prévu et favorisé la tenue de six réunions à cette fin. À la douzième session, qui s'est tenue à New York, du 19 au 30 avril 2004, il a poursuivi la tâche en facilitant le débat sur le module thématique relatif à l'eau, à l'assainissement et aux établissements humains. À la treizième session, qui s'est tenue à New York, du 11 au 29 avril 2005, ces débats thématiques se sont poursuivis et la bande vidéo *Thirst* (Soif) a été présentée. Durant cette même treizième session, le Centre a coopéré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement afin de diffuser et de faciliter la compréhension du Bilan du Millénaire relatif aux écosystèmes du Secrétaire général.
- Le Centre a envoyé des représentants à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme qui se sont tenues à New York, de 2002 à 2005. Des étudiants y ont participé afin de mieux comprendre l'ONU et ses activités.
- Le représentant du Centre à Vienne a participé aux réunions mensuelles du Comité des ONG sur la condition de la femme, lesquelles se tiennent dans la capitale autrichienne. Ce comité organise régulièrement des exposés sur des sujets tels que : « Le VIH/sida en Namibie » (4 avril 2002); « L'Afghanistan » (21 novembre 2002); « Les femmes et la Convention européenne » (6 février 2003); « Les objectifs du Millénaire » (8 mai 2003); « Les femmes au Mozambique » (18 mars 2004); « Le sida en Thaïlande » (29 avril 2004); « Les droits des femmes chez nos voisins de l'Est » (17 mars 2005); « Le rôle des femmes dans les organisations terroristes » (9 juin 2005). En outre, le Comité a préparé chaque année, de 2002 à 2005, des déclarations sur les sujets à l'étude, pour la réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme à New York, déclarations qui ont été signées par le Centre et présentées à la Commission.

iii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement convenus au plan international, et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

- En 2001, le Président du Centre a fondé Earth Values Caucus qu'il continue de présider. L'organisation communique régulièrement avec ses 160 membres dans le monde, et tient chaque mois des séances publiques à l'ONU, à New York. Elle s'intéresse principalement au septième objectif du Millénaire pour le développement, à savoir assurer la durabilité de l'environnement.
- En collaboration avec l'organisation qui coiffe Earth Values Caucus, le Centre a organisé une conférence intitulée « L'eau, source de vie », qui s'est tenue le 16 octobre 2003, à New York. Le matin à la réunion périodique du Département de l'information, avec la collaboration de ce dernier et avec celle du Département des affaires économiques et sociales, l'organisation Earth Values

Caucus a coparrainé une table ronde sur une gestion avisée de l'eau. Paul Hoeffel, Président de la Section des ONG (DPI) a animé cette table ronde à laquelle ont participé notamment Marcia Brewster (Département des affaires économiques et sociales), l'Ambassadeur Dumisani Shadrack Kumalo, Représentant permanent de la République d'Afrique du Sud et John Todd, cofondateur d'Ocean Arks International. La séance de l'après-midi « L'eau, source de vie : nouvelles perspectives sur la crise mondiale de l'eau », coparrainée par le Groupe des valeurs humaines, le Spiritual Caucus, le Fresh Water Caucus et l'organisation Earth Values Caucus a regroupé des intervenants et prévu des séances interactives avec les participants, axées sur le septième et le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 7 et OMD 1, à savoir l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim).

- À la conférence annuelle des organisations non gouvernementales et du Département de l'information, le 8 septembre 2004, le Président du Centre a facilité un atelier officiel sur les valeurs terrestres à l'œuvre. Les intervenants étaient May East, qui a évoqué l'écoféminisme du point de vue du monde en développement; Mitchell Capitan, qui a parlé des effets dévastateurs de l'extraction d'uranium sur la vie et la santé de sa communauté Navajo locale; Suzanne Golas, qui a passé en revue les efforts déployés au plan local concernant l'eau dans les pays développés. Chaque conférence a été suivie d'un débat avec le public sur les objectifs 1 et 7.

iv) Activités destinées à appuyer les principes mondiaux

- De 2002 à 2005, le Centre a fait partie du Conseil de coordination de l'organisation Earth Values. Dans le cadre d'ateliers et de réunions informelles, cette dernière collabore avec des gouvernements, des institutions et des organisations non gouvernementales, à l'enrichissement des systèmes de valeurs qui sous-tendent nos actions et à la promotion d'un débat sur la question.
- Le Centre continue de faire partie du Sous-Comité sur l'éthique universelle et les questions mondiales du Comité sur la spiritualité, l'éthique universelle et les questions mondiales. Ce sous-comité s'efforce de mettre au point un code d'éthique universelle, grâce à des études, à la contribution d'experts invités et à des débats.
- En préparation au Sommet mondial pour le développement durable, le Centre, conjointement avec l'organisation Earth Values Caucus, a élaboré un *Code de conduite pour la Planète Terre*, qui comprend cinq sections : 1) Appel aux valeurs terriennes; 2) Hypothèses quant à la destructivité de l'activité mondiale actuelle; 3) Code de conduite pour la Terre; 4) Directives pour un développement durable; 5) Conclusion. Ce code continue d'être diffusé au sein du système des Nations Unies, dans les instances appropriées.
- Le Centre continue de publier un bulletin trimestriel, *Weaving the Connections*, qui contient périodiquement des articles visant à promouvoir l'activité et les principes de l'ONU. De 2002 à 2005, *Weaving the Connections* a publié des articles sur les sujets suivants, liés à l'ONU : la Commission des droits de l'homme; les femmes et la pauvreté; les préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable; les techniques médias, d'information et de communication; la Journée internationale de la femme; les femmes et les conflits; les ateliers du Département de l'information; les questions relatives à

l'eau. Ce bulletin est envoyé aux 277 membres du Centre, lesquels résident principalement aux États-Unis d'Amérique, mais aussi en Autriche, au Canada, au Chili, au Pérou et aux Philippines. *Weaving the Connections* est également disponible sur le site Web de notre organisation.

3. Comité consultatif mondial des amis (CCMA)

(Statut consultatif général accordé en 2002)

I. Introduction

i) Objectifs de l'organisation et grandes lignes de son action

Le présent rapport décrit dans leurs grandes lignes les activités entreprises au nom des Quakers (Société religieuse des amis) par le Comité consultatif mondial des amis (CCMA), par l'intermédiaire de bureaux permanents à New York et à Genève et de représentants dans d'autres villes. L'objectif principal est d'encourager une action internationale en faveur d'un monde plus pacifique et plus humain, par le biais de l'ONU et d'autres organisations internationales.

Le CCMA a été créé en 1937 pour offrir un moyen de communication et d'action conjointe aux membres des Cultes annuels de la Société religieuse des Amis. Il a des représentants à New York et à Genève, qu'il dépêche à des conférences et autres manifestations, pour concrétiser l'engagement religieux des Quakers en faveur de la paix, de la justice sociale et de la plénitude de l'humanité. Le bureau de New York est géré et financé en grande partie par l'American Friends Service Committee, organisation Quaker indépendante aux États-Unis, et le bureau de Genève par le Quaker Peace and Social Witness, qui fait partie du Culte annuel de Grande-Bretagne. On trouvera des rapports plus complets dans *Friends World News*, qui a intégré les rapports annuels du CCMA pour 2002-2005.

ii) Constitution

Les CCMA ont été modifiés en 2004 à la demande de la Charity Commission of England and Wales, pour les rendre conformes à ses spécifications réglementaires, sans pour autant altérer les fonctions et objectifs fondamentaux de l'organisation.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

i) Contribution aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période examinée (2002-2005), les représentants du CCMA ont régulièrement participé :

a) À des réunions d'organes du Conseil économique et social (et de leurs organes subsidiaires, lorsqu'elles touchaient à nos domaines d'activité) :

- À des réunions du Conseil économique et social;
- Aux réunions annuelles de la Commission des droits de l'homme;
- À des réunions de l'ONU sur la prévention du crime et la justice pénale;
- À des réunions du Forum mondial sur les peuples autochtones;

b) À d'autres réunions (notamment à celles des organes subsidiaires de ces entités, lorsqu'elles intéressaient nos domaines d'activité) :

- En qualité d'observateur à des séances de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'ONU; à des réunions du Conseil d'administratif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- À des réunions d'organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- En qualité d'observateur aux séances plénières de la Conférence du désarmement;
- Aux assemblées annuelles des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
- En qualité d'observateur aux réunions annuelles du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
- À des réunions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de la Conférence internationale du Travail;

c) Exemples précis de la participation du CCMA à des réunions du Conseil économique et social :

- Cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme à Genève, du 18 mars au 26 avril 2002; cinquante-neuvième session, du 17 mars au 25 avril 2003; soixantième session, du 15 mars au 23 avril 2004; soixante et unième session, du 14 mars au 22 avril 2005. Dans ses déclarations tant orales qu'écrites, le CCMA a évoqué les détenues, les enfants des détenues, les objecteurs de conscience, les enfants soldats, les exodes massifs, les personnes déplacées, les questions des peuples autochtones, les droits des non-ressortissants, la liberté de culte et de croyance, les invitations permanentes aux instruments thématiques établis dans le domaine des droits de l'homme et la réforme de l'ONU;
- Onzième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenu du 14 au 25 avril 2005 à Bangkok. Le CCMA a participé activement au Congrès et à ses travaux sous ses principaux aspects;

d) Exemples précis de la participation du CCMA à d'autres activités de l'ONU. Le CCMA a assisté :

- En qualité d'observateur, aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des représentants d'organisations non gouvernementales, de la société civile et du secteur privé, les 23 et 24 juin 2005 à New York;
- Aux réunions biennales des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects; à la réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères qui s'est tenue du 7 au 11 juillet 2003 et du 11 au 17 juillet 2005 à New York. Le CCMA a assisté à ces réunions et organisé des ateliers durant la pause-déjeuner sur des questions se rapportant à la demande d'armes légères;

- Au Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg. Le CCMA a organisé des activités en marge des réunions du Comité préparatoire et a assisté au Sommet;
- À la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey (Mexique), au cours de laquelle le CCMA est intervenu sur le thème du partenariat (déclaration commune avec les Sisters of Mercy).

ii) Coopération avec les organismes et institutions spécialisées de l'ONU sur le terrain ou au Siège

Les bureaux de Genève et de New York ont organisé divers colloques, conférences et réunions informelles, notamment la pause-déjeuner, à l'intention du personnel de l'ONU, des diplomates et des représentants des organisations non gouvernementales, certains en vue de préparer les réunions prévues ou d'en assurer le suivi, d'autres sur les questions suivantes que les représentants du Conseil avaient suivies et analysées :

Droits de l'homme et réfugiés

1. Domaines d'activité : détenues, enfants de détenues, objecteurs de conscience, enfants soldats, protection des réfugiés, droits des populations autochtones et réforme du système des Nations Unies;
2. Justice pénale, notamment réparatrice; détenues et enfants de détenues;
3. Le représentant du CCMA pour les droits de l'homme et les réfugiés a mené avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) une étude conjointe dont les résultats ont entraîné la publication de *Young Soldiers: Why they choose to fight* (OIT, Genève, 2004).

Désarmement et paix

1. Domaines d'activité : action antimines; armes légères et développement; désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants; restes explosifs de guerre; et consolidation de la paix après les conflits. Le CCMA a joué un rôle de premier plan dans le « Processus de Genève », série de dialogues entre des gouvernements, des organismes de l'ONU et des organisations non gouvernementales sur l'application du Programme d'action de l'ONU relatif au commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Avec ses partenaires du Forum de Genève (Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et l'Institut universitaire de hautes études internationales), il a organisé, à l'intention des diplomates, des représentants d'organismes de l'ONU et d'organisations non gouvernementales, des colloques axés sur les armes légères et autres questions de désarmement, telles que « Application du programme d'action de l'ONU sur les armes légères : que faut-il faire? », les 7 et 8 février 2002, à Jongny-sur-Vevey (Suisse); sixième consultation avec des organismes de l'ONU et des organisations intergouvernementales sur les travaux liés aux armes légères, le 29 janvier 2003, à Genève; « Rôle des organisations régionales dans le commerce illicite des armes légères », les 29 et 30 janvier 2004, à Jongny-sur-Vevey (Suisse); « Neutraliser les armes biochimiques : perspectives scientifiques, militaires, juridiques et militaires » (organisé conjointement par le Center for Arms Control and Non-Proliferation), le 11 juin 2005, à Genève.

Questions économiques

Domaines d'activité : questions de commerce et de développement liées à la propriété intellectuelle et aux services. Dans le cadre de l'OMPI, nous nous intéressons au programme de développement, à la réforme de l'organisation et aux ressources génétiques, comme la publication en 2003 de l'ouvrage intitulé *Multilateral Agreements and a Trade Related Aspects of Intellectual Property (TRIPS) plus World: The World Intellectual Property Organization*. Dans le cadre de la CNUCED, nous nous intéressons aux questions commerciales liées à l'Organisation mondiale du commerce : le personnel de la CNUCED a ainsi participé en juillet 2005 à un atelier consacré à un accord général sur le commerce des services du mode 4 dans le cadre du Cycle de négociations de Doha pour le développement, pour progresser en matière d'accès aux marchés, d'élaboration de règles et autres questions à Hong Kong et au-delà.

Crises et conflits nouveaux

1. Le CCMA a suivi les travaux du Conseil de sécurité et s'est intéressé à la façon dont les grandes urgences étaient gérées dans le cadre multilatéral de l'ONU. Ses membres se sont entretenus périodiquement avec leurs collègues des missions, du Secrétariat et des organisations non gouvernementales.

2. Le CCMA a cherché à renforcer la réponse de l'ONU et à mobiliser davantage la communauté internationale face aux crises auxquelles on ne prête pas une attention suffisante eu égard à l'ampleur de l'urgence, en demandant au système des Nations Unies de fournir une protection et des services de base aux civils, d'offrir ses bons offices pour désamorcer les crises et d'axer ses interventions sur les zones oubliées par la communauté internationale. Il a ainsi collaboré avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et des partenaires au sein des missions permanentes auprès de l'ONU.

Environnement et développement durable

Le CCMA s'est concentré brièvement sur l'eau, la prévention des conflits et la coopération, en collaborant notamment étroitement avec le PNUD et en publiant un livre intitulé « Years of Fresh Water » (QUNO, New York 2004).

Prévention des conflits violents

Le CCMA a joué un rôle moteur dans la planification de la Conférence du Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, intitulée « La société civile forge des partenariats pour empêcher les conflits violents et consolider la paix : de la réaction à la prévention », qui s'est tenue du 19 au 21 juillet au Siège de l'ONU, à New York. Le Sommet mondial de septembre 2005 a permis au CCMA d'entreprendre une nouvelle activité autour de l'évolution de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU.

iii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment ceux du Millénaire, qui constituent le fondement du programme mondial pour le XXI^e siècle

Bien que le CCMA ne s'intéresse pas directement aux objectifs du Millénaire pour le développement, une grande partie de ses activités contribue à leur

réalisation. Ainsi, la question des enfants soldats touche l'objectif 2, celle de l'eau douce, l'objectif 7. De manière générale, ses travaux en faveur du désarmement, de la prévention des conflits violents et de la consolidation de la paix sont axés sur la création de conditions propices à la réalisation des OMD et à leur durabilité.

iv) Activités destinées à favoriser les principes généraux

Sans objet.

4. Indonesian National Council on Social Welfare

(Statut consultatif spécial accordé en 2002)

I. Introduction

L'Indonesian National Council on Social Welfare, créé en 1967, est une organisation non gouvernementale nationale indépendante et à but non lucratif, qui s'intéresse au bien-être et au développement sociaux. Depuis son congrès national de 2005, il a conceptualisé sa vision d'une société indonésienne juste et prospère, née de la mise en place par tous et pour tous d'un système de protection sociale et de services sociaux. Ce congrès a également confié deux grandes missions au Conseil : encourager la pleine participation de l'ensemble des citoyens au renforcement de la protection sociale et obtenir l'autonomisation de chacun grâce à des efforts de développement social.

Le Congrès national en 2005 a également adopté cinq programmes de travail, à savoir :

1. Obtenir un engagement national en faveur d'une protection sociale pour les enfants en Indonésie;
2. Encourager un aménagement des politiques et l'adoption de lois dans le domaine du bien-être et du développement sociaux en examinant et en évaluant les législations existantes, et proposer, le cas échéant, d'en élaborer de nouvelles;
3. Mettre en place des réseaux, renforcer les liens avec les institutions sociales ou coopérer avec les services existants en vue de favoriser le bien-être et le développement sociaux;
4. Améliorer la qualité des services existants, mettre en place de nouveaux services sociaux, ainsi que des centres de réadaptation sociale, si besoin est;
5. Mener des activités de recherche-développement dans le domaine du bien-être et du développement sociaux.

II. Transformation de l'organisation

Depuis sa mise en place, le nouveau Conseil d'administration s'emploie, vigoureusement et sans relâche, à appliquer les décisions du Congrès annuel de 2005 en menant de solides activités et en plaidant en faveur des droits des individus à la protection sociale et à l'allègement de la pauvreté, grâce à des programmes d'autonomisation destinés aux groupes vulnérables au niveau local. Les particuliers et les organisations affiliés à l'Indonesian National Council on Social Welfare ont lancé bon nombre d'initiatives importantes et dynamiques, par exemple dans le domaine de l'éducation et de la formation des enfants des rues, des soins de santé aux retraités; des programmes de microcrédit pour les pauvres, des activités ciblant les jeunes; de défense des droits des handicapés.

L'organisation a lancé plusieurs projets sur le plan international; elle a notamment participé à un aménagement des politiques en ce qui concerne le respect des traités internationaux relatifs aux droits et à la protection sociale. Pour toute activité ou question donnée, l'Indonesian National Council on Social Welfare

coordonne et facilite la mobilisation de ses réseaux de gouvernements et d'institutions non gouvernementales, ainsi que de groupes communautaires, d'institutions privées et de sociétés professionnelles.

L'organisation dispose de comités pour la protection sociale dans 27 des 33 provinces d'Indonésie. Au niveau national, elle coordonne également les travaux de bon nombre d'organisations sociales en tant que membres à part entière. Depuis 2005, plusieurs organisations nouvelles telles que la Fondation Damandiri, organisation privée qui s'emploie énergiquement à atténuer la pauvreté, se sont ralliées à elle. Depuis le Congrès national de 2005, un nouveau président, Haryono Suyono, a été élu. Il est épaulé par une équipe comprenant des représentants de plusieurs institutions membres (voir ci-joint).

L'organisation travaille en partenariat avec des ministères actifs dans le domaine du développement social et des domaines connexes, en particulier avec ceux qui sont chargés de la coordination des activités pour le bien-être de la population, des affaires sociales, de la santé, de l'éducation et des coopératives. L'organisation a également renforcé son partenariat avec d'autres institutions sociales, organismes ou groupes sociaux, notamment avec des professionnels, des entreprises ou des experts en développement social, qui travaillent au sein d'institutions nationales ou d'organisations internationales partageant des intérêts semblables. Elle collabore également avec des institutions ou des organes chapeautés par l'ONU, qui s'intéressent au bien-être et au développement sociaux.

Depuis sa création, l'Indonesian National Council on Social Welfare participe tous les deux ans à la Conférence internationale sur la protection sociale, organisée par le Conseil international de l'action sociale (CIAS). Pour la période 2002-2005, ses représentants ont assisté à la trentième Conférence internationale sur la protection sociale, qui s'est tenue du 24 au 28 juin 2002 à Rotterdam, et en 2004, à la trente et unième Conférence internationale, qui s'est tenue du 16 au 20 août à Auckland.

Durant la période considérée, les délégués du Conseil ont également assisté à des réunions ou participé aux activités de comités spéciaux tels que la Fondation pour l'épanouissement des enfants handicapés et Rehabilitation International. En 2005, l'Association des handicapés indonésiens a participé à des programmes gérés par Handicap International, destinés à reconstruire Atjeh après le tsunami et à donner aux victimes de la catastrophe les moyens de se prendre en charge. L'Association, membre de l'Indonesian National Council on Social Welfare, a également coopéré sur les plans régional et international avec l'Organisation des handicapés, qui a participé aux Jeux « abilympiques » internationaux, qui se sont déroulés en Inde en 2003. Depuis 2002, elle envoie également un représentant spécial participer aux débats du Congrès international sur les droits des handicapés.

Special Olympics Indonesia, membre de l'Indonesian National Council on Social Welfare, a été chargé d'assurer un programme de formation pour les handicapés mentaux. Cette organisation a activement recruté des candidats potentiels aux Special Olympics International, qui lui a fourni une quantité importante d'outils et de matériel pour préparer les athlètes, notamment grâce à des programmes d'entraînement. En 2003, lors du tournoi de Special Olympics International, à Dublin, les athlètes indonésiens ont reçu une médaille dans leur discipline.

Dans les nouveaux programmes précités, l'Indonesian National Council on Social Welfare est très désireux de sensibiliser pleinement les ministères et les

autorités locales à la nécessité d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

En coopération avec la Fondation Damandiri et d'autres institutions dans les régions, l'Indonesian National Council on Social Welfare s'attache à renforcer le Posyandu (abréviation de « Pos Pelayanan Terpadu » ou Service postal intégré), qui vient de recevoir récemment un encouragement de la part du Président Susilo Bambang Yudhoyono, en tant que programme de développement social prioritaire.

À l'origine, un service local de planification familiale et de soins de santé, le Posyandu, élargit ses activités de manière à donner des moyens d'action aux familles et à contribuer à la réalisation des OMD, donnant ainsi à la communauté locale la possibilité de mieux aider ces dernières à œuvrer au bien-être de leurs membres.

5. International Health Awareness Network

(Statut consultatif spécial accordé en 1998)

I. Introduction

L'International Health Awareness Network est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, dotée d'un statut consultatif auprès de l'ONU, qui a été créée à la Conférence des femmes de la fin de la décennie à Nairobi, durant la troisième Conférence mondiale sur les femmes de l'ONU, en 1987. Les membres du Conseil consultatif d'International Health Awareness Network sont les pays suivants : Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, Jordanie, Kenya, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Niger, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Turquie. Il est affilié au Conseil international des femmes, ainsi qu'au National Council of Women aux États-Unis, et associé au Département de l'information des Nations Unies, au Conseil économique et social, à l'organisation Forum for Health et au Comité des ONG concernant l'abus des stupéfiants et des substances toxiques de l'ONU.

Énoncé de la mission d'International Health Awareness Network :

Éduquer et autonomiser les femmes et les enfants et leur dispenser des soins de santé, en particulier dans les groupes socioéconomiques sous-desservis;

Élaborer, financer et mettre en œuvre des projets sanitaires tels qu'une vaccination de masse, un dépistage en matière de soins de santé primaires et des ateliers consacrés aux soins et à l'enseignement;

Collaborer avec l'ONU et d'autres organisations pour défendre et appliquer des programmes et politiques destinés à améliorer la santé des femmes et des enfants et leur qualité de vie;

Participer à des conférences nationales et internationales sur le développement, ayant trait à la santé.

II. Participation à l'organisation des travaux de l'ONU (pour plus d'information, veuillez consulter : <www.ihan.org>)

Activités menées en 2002

1. **4-15 mars 2002** : Les membres du Conseil d'administration ont assisté à l'ONU, à New York, aux diverses conférences et manifestations tenues durant la quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme.
2. **22-24 avril 2002** : M. Roshan, Président d'International Health Awareness Network, a présenté à Téhéran un exposé sur les problèmes de santé des femmes, à l'occasion d'une conférence internationale de gynécologie.
3. **7 mai 2002** : L'organisation a parrainé, à New York, un dialogue interactif avec la Mission permanente du Bangladesh et le Conseil international des femmes, sur le thème des partenariats visant à édifier un monde meilleur pour les enfants, au Church Center for the United Nations.

Activités menées en 2003

1. **7 mars 2003** : International Health Awareness Network a parrainé, au Siège de l'ONU, à New York, une activité parallèle sur les médias et l'effet de la violence sur la santé des femmes, à l'occasion de la quarante-septième session de la Commission sur la condition de la femme, qui s'est tenue du 3 au 14 mars 2003.
4. **11 avril 2003** : L'organisation ainsi que le National Council of Women ont parrainé, au Church Center for the United Nations, une conférence intitulée « Le meilleur des mondes », qui a souligné l'importance des droits fondamentaux et de l'éducation.
5. **1^{er}-10 décembre 2003** : L'organisation a organisé un camp de santé à Hergaisa (Somaliland) pour 500 femmes et enfants et cherché activement, grâce à des dons privés, à améliorer la santé des femmes et des enfants défavorisés (activité conforme au cinquième objectif du Millénaire pour le développement concernant la santé maternelle).
6. **10 décembre 2003** : L'organisation a tenu, à New York, une conférence intitulée : « La paix en tant que droit fondamental : élimination de la violence contre les femmes et les enfants », pour commémorer la Journée des droits de l'homme, dans l'enceinte du Church Center for the United Nations. Noeleen Heyzer, Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, a présidé l'événement à titre honorifique.

Activités menées en 2004

1. **1^{er} mars 2004** : International Health Awareness Network a tenu, au Siège de l'ONU, à New York, une conférence sur le thème « Parité des sexes et consolidation de la paix », à l'occasion de la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue du 1^{er} au 12 mars 2004. Les intervenants étaient Anamah Tah, Présidente du Conseil international des femmes, Vijaya Melnick, Vice-Présidente d'International Health Awareness Network, Satty Gill Keswani, représentante de l'Association internationale des femmes médecins auprès de l'ONU, Mary Singletary, Présidente du Conseil national des femmes, et Mini Murthy, coordonnatrice de programmes d'International Health Awareness Network. L'activité a eu lieu au Church Center for the United Nations.
2. **11 mars 2004** : Mini Murthy est intervenue à la conférence d'Amnesty International sur les droits de l'homme, organisée à l'Université Brown, à Providence (Rhode Island), sur le thème de la santé des femmes en tant que droit fondamental.
3. **24 mai 2004** : Lehman College, City University of New York (CUNY) et International Health Awareness Network ont coparrainé dans le Bronx (New York) un colloque sur le rôle des femmes dans la paix mondiale et celui des hommes dans la parité des sexes. L'oratrice principale était Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix en 2003.
4. **10 décembre 2004** : L'organisation a marqué la célébration de la Journée des droits de l'homme au Church Center for the United Nations de New York, par une manifestation au cours de laquelle elle a notamment invité Michael Rattner, défenseur renommé des droits de l'homme, à prendre la parole.

Activités menées en 2005

1. **4 mars 2005** : Durant la quarante-neuvième session de la Commission sur la condition de la femme, tenue à New York du 28 février au 11 mars 2005, nous avons parrainé avec l'Association internationale des femmes médecins et l'American Medical Women's Association une table ronde sur « le rôle des femmes dans la médecine humanitaire et l'équité pour les femmes dans les compétences culturelles ». L'oratrice principale était Wariara Mbugua, principale spécialiste de questions sociales au Département des affaires économiques et sociales et Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme à l'ONU. L'activité a eu lieu à New York, dans l'enceinte du Church Center for the United Nations.
 2. **16-19 août 2005** : Les membres d'International Health Awareness Network ont assisté à une conférence internationale en Bosnie-Herzégovine sur le thème « Voies de la réconciliation et droits de l'homme dans le monde », ainsi qu'à diverses manifestations, et établi des contacts avec d'autres membres d'organisations non gouvernementales.
 3. **7-9 septembre 2005** : Tenue de la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information et des organisations non gouvernementales au Siège de l'ONU, à New York, au cours de laquelle les membres de notre conseil d'administration, Roshan et Murthy, ont assisté à la présentation « Notre défi : Voix pour la paix, partenariats et renouveau ».
-